

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La pandémie de COVID-19 a mis un frein aux quatre années de croissance économique à Madagascar. Après une croissance du PIB réel de 4,4 % en 2019, le pays est entré en récession en 2020 lorsque le PIB réel a diminué de 4 %. L'industrie manufacturière, minière et les services ont été les plus touchés en raison des mesures de confinement, tandis que l'agriculture s'est bien comportée. La crise a également exercé une pression sur le secteur financier qui a conduit la banque centrale à injecter des liquidités dans le système. Les prix ont été contenus malgré tout. L'inflation était de 4,2 % en 2020, contre 5,6 % en 2019. Le déficit du compte courant s'est détérioré pour atteindre 3,5 % du PIB en 2020, contre 2,3 % en 2019, suite à la baisse des exportations, à l'arrêt brutal du tourisme et à la diminution des investissements directs étrangers (IDE). La pandémie a mis à mal les finances publiques. Les recettes fiscales ont diminué, tandis que les dépenses ont augmenté de manière significative avec les mesures prises par le gouvernement pour atténuer la crise de la COVID-19. En conséquence, le déficit budgétaire s'est détérioré, passant de 1,4 % du PIB en 2019 à 6,3 % en 2020.

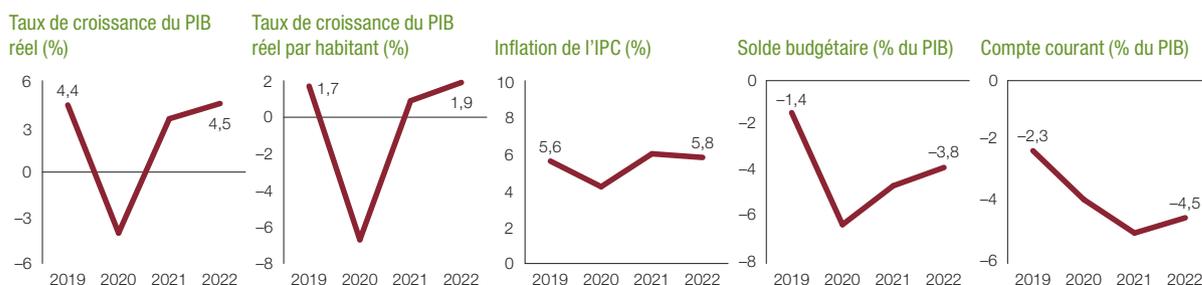
Perspectives et risques

Si la pandémie s'atténue au cours du premier semestre 2021, les perspectives sont favorables à un retour à la croissance du PIB réel, avec des projections de 3,5 % en 2021 et de 4,5 % en 2022. Mais l'impact de la crise continuera à se faire sentir sur les finances publiques en 2021. Le financement nécessaire à la reprise économique est estimé à 820 millions de dollars US en 2021. Cela se traduirait par un déficit budgétaire de

4,6 % du PIB en 2021, qui diminuerait à 3,8 % en 2022. Du côté de la demande, la reprise devrait être soutenue par un rebond des investissements publics et privés et une reprise des exportations, comme le nickel, le cobalt et la vanille, au fur et à mesure de la reprise de l'économie mondiale et du commerce international. Toutefois, le déficit du compte courant devrait rester élevé, à 5 % du PIB en 2021 et à 4,5 % en 2022. Les pertes d'emplois estimées à 27 % dans le secteur formel devraient diminuer progressivement en 2021 en fonction de la reprise de l'économie. Les principaux risques pour les perspectives sont une nouvelle vague de contagion de la COVID-19 et les chocs météorologiques tels que la sécheresse, les cyclones et les inondations.

Questions et options de financement

Les indicateurs de viabilité de la dette se sont détériorés en 2020 en raison de la crise de la COVID-19. Le ratio de la dette au PIB s'est détérioré, passant de 38,7 % en 2019 à 44,8 % en 2020. En 2020, la dette publique était principalement extérieure. Madagascar devait aux créanciers étrangers un montant équivalent à 32,6 % du PIB, alors que la dette intérieure était de 12,2 % du PIB. Un peu plus des trois quarts de la dette extérieure étaient dus à des institutions multilatérales avec 19 % de dette bilatérale et environ 5 % de dette commerciale. La dette intérieure était principalement constituée de bons du Trésor. Avec un faible ratio de recettes fiscales par rapport au PIB, Madagascar pourrait devoir se concentrer sur une mobilisation accrue des recettes publiques pour soutenir le financement de la reprise économique et pour préserver la viabilité à long terme de sa dette.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.